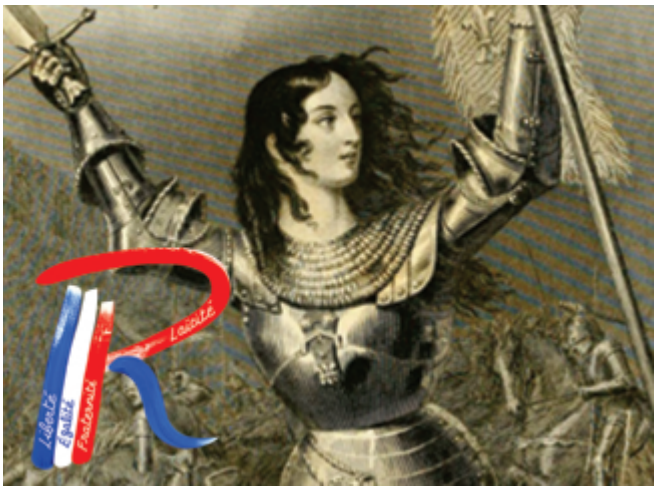
Lettre ouverte aux flics de France qui me déçoivent chaque jour davantage

écrit par Daniel Pollett | 8 août 2016



LETTRE OUVERTE AUX FLICS DE FRANCE

Lorsque j'étais enfant de chœur, il m'avait été apporté le sens du sacré. Même si depuis je ne fréquente plus les églises, cette valeur issue de notre civilisation chrétienne m'est restée.

En ce temps-là, les églises restaient ouvertes en permanence, par tradition spirituelle et hospitalière, afin que toute personne puisse y prier ou y trouver refuge à tout moment. Même les voyous, les voleurs et les incroyants respectaient ces lieux dans lesquels on n'entrait pas en armes.

Lorsque je suis arrivé dans l'adolescence, vers le milieu des années soixante, on a commencé à fermer les églises la nuit, puis même le jour en l'absence du curé ou des paroissiens. La raison était que des individus y entraient pour voler les objets sacrés, le vin de messe, le contenu des troncs et même les vitraux ; par la suite, un vandalisme même pas lié à des rapines s'est observé dans les églises que l'on maintenait ouvertes malgré tout. Voilà ce qui fait qu'actuellement

beaucoup d’églises restent fermées en dehors des offices, à l’exception de celles de quelques villages.

Cette fermeture de lieux sacrés et hospitaliers, je ne l’aurais même pas imaginée dans mon enfance. Plus tard, il m’a été difficile, comme à l’ensemble des chrétiens, de devoir l’accepter ne serait-ce que par respect pour ces lieux de prière qu’il fallait bien protéger. **Les délinquants avaient gagné contre les croyants. Mais jamais, jamais je n’aurais pu imaginer qu’un jour viendrait où la violence et le sacrilège entreraient dans une église par la force policière comme vous l’avez fait à Sainte-Rita**. Vous auriez quand même pu procéder à l’évacuation sans cette démonstration de violences gratuites et ces saccages volontaires.

Lorsque j’étais enfant, il m’avait été appris le respect et la crainte des forces de l’ordre. Le respect comme envers tous, et la crainte en cas de délinquance et non pas en permanence. Les policiers étaient mes protecteurs et je les voyais ainsi. J’obéissais comme tout le monde aux gestes des agents réglant la traversée des piétons. Le policier à képi et gants blancs représentait l’ordre, le bon et le bien. Le gendarme mobile armé d’un pistolet-mitrailleur sur le chemin de mon école me protégeait des terroristes du FLN ; eh oui, déjà, nous n’étions pas toujours en paix.

Dans mon enfance, mon père m’expliquait que policiers et gendarmes étaient là pour protéger les enfants de ceux qu’il appelait « les rôdeurs », aussi pour arrêter les voleurs et les assassins. Je les voyais porter assistance aux usagers de la route et ai moi-même été secouru par une équipe de « Police-Secours » après un accident de moto. J’observais que les conducteurs craignaient et respectaient les motards qui assuraient la police de la route, bien visibles et à l’allure martiale, postés aux carrefours et prêts à bondir sur leurs motos afin de poursuivre tout auteur d’une infraction. C’était le temps où le peuple était avec ses forces de l’ordre.

Puis il y a eu l’affaire du métro Charonne. Certes la manifestation était interdite, mais vous n’étiez pas obligés de poursuivre des hommes, des femmes et un gamin de seize ans dans les couloirs du métro pour les massacrer à coups de bottes et de matraques, ni de leur jeter des grilles métalliques sur la tête. Jusqu’à preuve du contraire, ces actes barbares ne sont pas du maintien de l’ordre mais de l’assassinat.

Puis il y a eu Mai-68 et cet étrange jeu du chat et de la souris orchestré chaque soir durant plusieurs semaines entre vous et la bande à Cohn-Bendit. On ne plaindra pas forcément ces derniers, mais lorsqu’il s’est agit de réprimer les manifestations ouvrières qui ont suivi, vous n’avez pas non plus fait dans la mesure et il y a eu encore des morts. Après quoi certains d’entre-vous se sont désolés que des particuliers n’apportent plus spontanément et avec plaisir de quoi fêter Noël dans les commissariats, comme cela se faisait auparavant. J’en ai entendu le dire personnellement.

Bien du temps s’est écoulé depuis ces tragédies. Les années de paix civile et de prospérité nous ont fait oublier ces horreurs indignes d’une nation civilisée et d’une police responsable.

Petit à petit, vous êtes cependant devenus des agents percepteurs d’un État de plus en plus rapace, à mesure que les gouvernements de droite ou de gauche ont trouvé intéressant de rançonner les conducteurs à la moindre incartade ; ils ont même fait en sorte que vous ne puissiez plus arranger quelque contravention que ce soit. Les gens intéressés se sont donc dit qu’être copain avec un flic ne servait plus à grand chose. Fini les motards bien visibles et dissuasifs postés aux carrefours, place maintenant aux flics dissimulés dans les broussailles avec les jumelles-radars. Fini « Police-Secours » et les équipes d’assistance routière, voici les voitures banalisées qui provoquent par leur lenteur volontaire des dépassements sujets à contraventions. Je l’ai vécu dans mon

travail.

En faisant cela, vous participez à collecter des moyens financiers qui ne sont pas investis dans la vie économique de notre pays déjà en voie d'appauvrissement, que les gouvernements distribuent sans mesure à des populations hostiles qui les utilisent à acheter des armes qui servent à vous agresser, à nous agresser. Ne vous étonnez donc pas que cela se retourne aussi contre vous.

Lorsqu'il y a eu la loi à propos du mariage pour tous et les manifestations qui ont suivi, rassemblant des millions de gens représentatifs du peuple de France, vous avez gazé des enfants dans leurs poussettes. Oui, vous avez fait cela, vous ! Le ministre de l'Intérieur de l'époque a parlé à ce propos de « débordements (qui) étaient à prévoir ». Vous avez donc eu l'assentiment de votre supérieur hiérarchique pour avoir gazé des enfants dans des poussettes ! En quoi le maintien de l'ordre consiste-t-il à agresser des petits enfants qui ne représentent aucun danger ? Et en plus, aujourd'hui, on prétend interdire les fessées… Mais vous vous avez le droit, l'ordre, et vous l'exécutez, de gazer des enfants dans des poussettes ! Il serait temps pour vous de situer les limites de votre obéissance en regard de votre conscience, si vous en avez une. Les SS dans les camps de concentration obéissaient aussi aux ordres. Du gaz lacrymogène au Ziklon-B, le chemin n'est peut-être pas si long…

Lorsque à Calais, le général Piquemal a participé à une manifestation dont il venait d'ordonner la dispersion, vous l'avez arrêté comme un malfaiteur, vous l'avez traîné par terre, vous n'avez même pas respecté ce soldat exemplaire à qui la France doit beaucoup, comme à l'ensemble de nos militaires qui prennent bien plus de risques que vous dans leur travail.

Lorsque l'un d'entre-vous a été suspendu, condamné, persécuté, violenté pour avoir diffusé sur Internet des textes et images

fustigeant ceux contre lesquels nous sommes en guerre, qui nous assassinent, qui détruisent notre pays, vous n'avez rien fait. Vous ne l'avez pas soutenu, vous ne vous êtes pas mis en grève pour exiger sa réhabilitation et sa reprise de service. Aujourd'hui, vous laissez apprendre dans vos écoles de police qu'il représente un cas d'espèce, un exemple à ne pas suivre en regard du devoir de réserve qui vous impose de ne rien dire même dans les situations les plus dramatiques ou les plus intolérables.

Quand des envahisseurs vindicatifs manifestent, saccagent, brûlent, vous obéissez à l'ordre de reculer devant eux, cela a été filmé. Vous ne poursuivez pas les délinquants dans les cités où cela pourrait provoquer une émeute, mais vous verbalisez la moindre petite infraction commise par un Français de souche, blanc, chrétien, généralement respectueux de la loi, qui travaille et paie ses impôts. Vous ne respectez ni les héros, ni les enfants, ni le sacré, au contraire vous les agressez ! Honte à vous !

Pourtant, la foule vous a applaudis lorsque vous êtes intervenus au Bataclan. Des citoyens viennent spontanément vous apporter renseignements, aide et réconfort quand vous faites ce que vous pouvez contre les « migrants » autour de Calais. Nous étions, j'étais avec vous à Pézenas pour Jean-Baptiste et Jessica. Jusqu'alors et malgré tout, je vous ai défendus avant tout parce que vous êtes des êtres humains comme moi, aussi parce que vous êtes nos forces de l'ordre, parce que nous avons besoin de vous. J'ai connu l'un de vos collègues qui disait : « On peut ne pas respecter le képi, mais l'on doit respecter celui qui est dessous. » J'ai gardé pour moi cette considération. Dans le doute ou les réserves que l'on peut avoir envers la police, j'ai voulu ôter de mes pensées que vous puissiez être des racailles en uniforme, des frustrés dont la seule motivation bandante soit d'avoir un pouvoir sur les autres. Maintenant, après les enfants et les héros, vous attaquez le sacré. J'ai donc un doute plus grand

encore envers vous. Je souhaite que vous fassiez en sorte que ce doute disparaisse prochainement. Si vous persistez dans ces attitudes honteuses, vous perdrez l'estime du peuple qui devrait vous aimer. Vous ne circulerez pas en civil en dehors de vos heures de travail seulement pour vous soustraire aux racailles qui ne devraient pourtant même pas oser s'en prendre à vous, mais aussi pour échapper aux regards désapprobateurs des citoyens ordinaires. Vous enterrerez vos morts seulement entre gens d'uniforme, dans l'indifférence et la solitude.

Aujourd'hui notre pays entre dans une sorte de guerre civile, peu importe si cette définition est discutable. Notre Patrie est en danger et l'ennemi intérieur ne fait pas seulement la guerre avec des armes, il la fait aussi avec toutes sortes de pratiques et d'agressions non physiques. Le pouvoir en place nous interdit de nous armer pour nous défendre ; il prétend que vous êtes là pour le faire, mais nous vous voyons chaque jour occupés avec vos radars. De nombreuses plaintes concernant les envahisseurs sont classées sans suite, laissant la frustration et la rancune se développer. Les agressions de l'ennemi intérieur continuent d'être traitées comme des affaires de droit commun alors que nous sommes en guerre. Le pouvoir favorise des revendications communautaristes que l'on n'aurait jamais imaginées autrefois et moins encore qu'il y soit donné satisfaction. Des milices « antifas » ou « no-borders » font la loi dans la rue à votre place.

Demain verra peut-être des soulèvements, des insurrections et toutes ces sortes d'événements que nous préférerions tous éviter. Les patriotes attendent de vous que vous montriez, au moins, de la retenue et du respect lorsque vous obéissez à des ordres portant atteinte à la dignité humaine, à l'enfance, aux héros, au sacré, à notre civilisation et à la Patrie. Les patriotes ont besoin de savoir de quel côté est votre conscience, celui du pouvoir de plus en plus dictatorial ou celui de la Patrie.